

Des mobilisations à l'échelle du Québec!

L'automne 2021 n'est pas encore terminé, mais on peut déjà le qualifier d'automne chaud, et pas seulement à cause des dérèglements climatiques! Après une relative accalmie due à la pandémie, la mobilisation sociale a en effet repris de plus belle et s'étend aux quatre coins du Québec.

À moins d'un an des élections générales québécoises, il est nécessaire de faire entendre les revendications des mouvements sociaux au gouvernement ainsi qu'à ceux et celles qui aspirent au pouvoir. Il est également nécessaire de rappeler au gouvernement que la crise sanitaire ne pourra pas faire oublier son désintérêt pour tout ce qui touche la lutte à la pauvreté et aux inégalités sociales, et qu'il est encore temps pour lui d'agir.

Ce qui suit est un bref topo de trois mobilisations en cours.

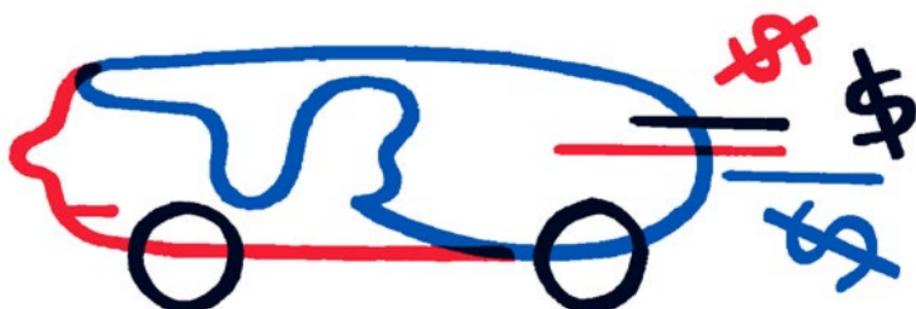
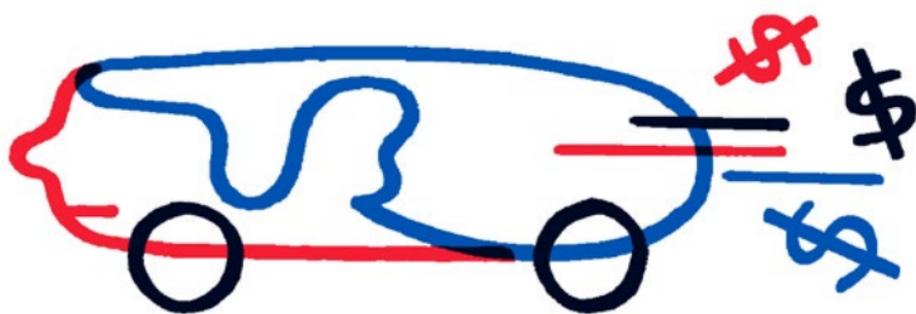
Coup de sifflet pour la CAQ

La campagne *Engagez-vous pour le communautaire* est portée par des groupes et regroupements d'action communautaire autonome à travers le Québec. Elle demande au gouvernement du Québec une augmentation du financement des groupes communautaires et le respect de leur autonomie d'action. Elle demande aussi un réinvestissement massif dans les programmes publics et les services sociaux.

Le 25 octobre, autour de 500 groupes communautaires ont tenu une journée de grève et participé à des actions dérangeantes et des manifestations à la grandeur du Québec. Le thème de la journée, *Coup de sifflet pour la CAQ*, visait à rappeler au gouvernement son engagement de la dernière campagne électorale : mieux soutenir le communautaire. Les groupes participants ont évoqué l'absence de sommes supplémentaires pour le milieu communautaire dans le budget de mars 2021. Ils ont de plus dénoncé le fait que François Legault n'a fait aucune mention du communautaire dans son discours inaugurant la nouvelle session parlementaire le 19 octobre dernier.

Les groupes d'action communautaire autonome participant à la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* comptent bien mettre de l'avant leurs revendications dans la campagne électorale à venir. Le coup de sifflet du 25 octobre n'était que le début d'une série d'actions devant mener à une semaine de grèves, de fermetures, d'activités et de manifestations en février.

**Les groupes
participants ont
évoqué l'absence
de sommes
supplémentaires
pour le milieu
communautaire
dans le budget
de mars 2021.**



Pour une tarification sociale du transport en commun

Durant la dernière année, des groupes communautaires, des regroupements et des corporations de développement communautaires se sont rassemblés pour revendiquer un meilleur accès au transport collectif pour les personnes en situation de pauvreté. Regroupés sous la bannière de la Coalition nationale pour la tarification sociale en transport*, ils ont signé une déclaration commune. Celle-ci s'adresse aux candidat·es aux élections municipales et leur demande de s'engager à :

- 1) Mettre en place une tarification sociale basée sur le revenu, offrant aux ménages à faible revenu une réduction d'au moins 50% sur les tarifs de transport en commun ;
- 2) Trouver les moyens nécessaires pour mettre en place et donner un caractère durable à cette mesure d'accessibilité financière.

Plus de cent organismes communautaires ont signé la déclaration. Voici le lien pour consulter et appuyer la déclaration : <https://bit.ly/3ltwS41>

* Les groupes de la Coalition nationale pour la tarification sociale en transport sont : Action populaire Rimouski-Neigette, la Coalition montréalaise pour la tarification sociale en transport (CMTST), le Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec (TRAAQ), le Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MÉPAL), le Mouvement pour un transport public abordable (MTPA), le Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie (ROÉPAM) et Trajectoire Québec.

Grand forum sur les crises du logement

Hausses de loyer abusives, pénurie de logements locatifs abordables, pratiques discriminatoires, intensification de la spéculation immobilière, insalubrité et manque de logements sociaux : ce n'est pas une crise mais bien DES crises du logement que vivent des centaines de milliers de ménages locataires !

C'est dans cette situation pour le moins préoccupante que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) organise un grand forum virtuel les 9 et 10 novembre prochains. Des locataires y témoigneront de leurs difficultés au quotidien ainsi que des répercussions de ces difficultés sur leur santé physique et mentale, leur sécurité et leur dignité. L'impact de phénomènes plus larges comme la

pandémie et les changements climatiques sur l'accès au logement sera également abordé.

Pour en savoir plus, pour accéder au matériel de mobilisation ou pour assister au forum, rendez-vous au www.frapru.qc.ca/forum-criseslogement

Par ailleurs, le FRAPRU est à la recherche de témoignages pour illustrer les problèmes vécus par les locataires un peu partout au Québec. Donc si vous vivez (ou si une personne de votre entourage vit) actuellement un problème de logement, contactez-le.

Par courriel :
frapru@frapru.qc.ca

Par téléphone :
(514) 522-1010

Ne lâchons rien !



Collectif pour un
Québec sans pauvreté

www.pauvrete.qc.ca
collectif@pauvrete.qc.ca
418 525-0040